

eu de décision, et j'apprends de source sûre qu'il faudra attendre encore une quinzaine de jours au minimum avant d'en avoir une.

Pourquoi sommes-nous si prompts au Canada à adopter des projets de loi pour sauver des banquiers? Pourquoi sommes-nous si prompts à augmenter la charge fiscale des familles canadiennes ordinaires de \$500 par an, alors que nous ne sommes pas capables de venir en aide aux agriculteurs qui sont victimes d'une effroyable sécheresse dans le sud de la Saskatchewan? Tout l'été nous avons vu à la télévision des images de cette sécheresse dans le sud de la Saskatchewan. Et pourtant ces simples agriculteurs canadiens attendent toujours qu'on leur vienne en aide.

Monsieur le Président, je vous le demande, pourquoi devrions-nous appuyer cette mesure budgétaire brutale. Le député d'Ottawa-Carleton a raison. J'espère qu'il va demander la parole et refaire un discours sur cette question. J'espère qu'il viendra au comité nous expliquer ce qu'il veut dire quand il dit que nous avons là un projet de loi d'initiative gouvernementale très dur. C'est effectivement un projet de loi dur parce que les temps conservateurs sont des temps durs. Les temps vont être durs de nouveau tout comme ils l'ont été dans les années 30. Il ne faut pas que le projet de loi que nous avons devant nous soit adopté. L'Organisation nationale anti-pauvreté dit qu'il ne doit pas être adopté. Il va frapper deux fois plus durement les pauvres que les riches. Or, nous sommes ici pour veiller à assurer une plus grande justice et une plus grande équité pour chaque Canadien.

Je suis frappé par une autre injustice dans ce projet de loi et dans notre régime fiscal, puisque nous soulevons d'une manière générale la question de savoir si ce projet de loi est juste ou non dans son principe, c'est que nous demandons aux sociétés de notre pays une contribution beaucoup trop faible. Je n'ai aucune honte à dire que je suis en faveur de certaines augmentations d'impôt. Mais je souhaite qu'elles s'appliquent aux riches et aux sociétés de notre pays. Dans son exposé de 1984, le Conseil économique du Canada souligne que les recettes non perçues au titre des dépenses fiscales représentent une perte d'environ 30 à 50 milliards de dollars par an pour la nation canadienne. En termes plus clairs, ce que dit le Conseil, c'est que nous devrions percevoir de 30 à 50 milliards de dollars de plus par an.

J'ai du mal à croire que nous pouvons percevoir un tel montant de taxes supplémentaires auprès des sociétés de notre pays. D'après l'exposé annuel de 1984 du Conseil économique du Canada—qui n'est en aucune façon une bande d'extrémistes, de socialistes ou de malades mentaux—nous pouvons percevoir de 30 à 50 milliards de dollars supplémentaires par an auprès des sociétés. Même si l'on s'en tenait au chiffre le plus bas de 30 milliards par an, on rendrait ainsi superflue l'augmentation de \$500 par famille. Au lieu d'augmenter les impôts de \$500 par an, on pourrait les diminuer de \$500 par an. Et nous pourrions, en plus, avoir quelques milliards de dollars supplémentaires par an pour diminuer notre déficit. Selon le député d'Esquimalt-Saanich (M. Crofton), notre dette est trop lourde et les libéraux, quand ils étaient au pouvoir, étaient irresponsables. Évidemment, nous savons bien que les

### Taxe d'accise—Loi

libéraux ont dilapidé l'argent de façon irresponsable et surtout qu'ils ont organisé sa perception de façon irresponsable. Ils n'ont pas mis fin aux combines et aux avantages fiscaux comme le report de taxes des sociétés canadiennes. Et si le Conseil économique du Canada a raison, on aurait pu percevoir 30 milliards de dollars de plus par an auprès des sociétés, ce qui aurait diminué notre déficit et le fardeau fiscal imposé à chaque Canadien moyen. Cet argent aurait pu servir à stimuler l'agriculture, l'industrie forestière, les pêches et les petites entreprises, et ainsi à créer plus d'emplois, de sorte que nous aurions en plus un Canada plus riche maintenant. Les députés des partis d'opposition ne sont pas les seuls à le dire. Le Conseil économique du Canada, qui regroupe tout un éventail d'experts, dit la même chose.

● (1150)

A mon avis, c'est cela que nous devrions faire. Percevons des impôts de ceux qui sont le plus en mesure d'en payer. Adoptons une mesure économique rigoureuse à l'endroit des grandes sociétés au lieu de nous montrer rigoureux envers les Canadiens ordinaires et comme le député d'Ottawa-Vanier l'a signalé, le projet de loi C-80 est dur pour les Canadiens ordinaires.

[Français]

Mais dans ce projet de loi, monsieur le Président, nous trouvons des augmentations de taxes pour les Canadiens et les Canadiennes ordinaires. Il y aura bientôt une taxe de 7 p. 100 sur les matériaux de construction dans ce pays, et nous avons besoin au Canada de plus d'argent pour l'habitation. Hier, j'ai lu avec intérêt une grande manchette dans le journal d'Ottawa *The Citizen* qui dit que la province d'Ontario a besoin de beaucoup plus d'habitations pour les gens.

Monsieur le Président, il y a aussi une taxe de 7 p. 100 sur la télévision payante et sur la télévision par câble. Il y aura une taxe de 14 p. 100 sur les boissons alcooliques dans ce pays; je ne suis pas du tout contre cette dernière, c'est une bonne taxe.

Monsieur le Président, je suis aussi d'accord sur une autre mesure dans ce projet de loi, c'est la taxe de 14 p. 100 sur les cigarettes, les cigares, les choses comme celles-là. Mais, il y aura beaucoup de taxation sur les gens ordinaires et c'est une situation qui n'est pas du tout juste. Il y a augmentation de la taxe de vente ainsi que de la taxe sur l'essence.

[Traduction]

De fait, monsieur le Président, la taxe de vente sur l'essence sera de 2c. le litre, ce qui fait environ 10c. le gallon. Cela seulement coûtera aux Canadiens ordinaires plusieurs centaines de millions de dollars.

Nous avons eu des élections en 1980. La principale question en litige durant la campagne électorale était la proposition du ministre des Finances de l'époque, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui voulait percevoir une taxe d'accise sur l'essence de 18c. le gallon. Le député de Yellowhead (M. Clark) était alors premier ministre. Après seulement neuf mois de pouvoir, il a été battu à plate couture parce qu'il voulait imposer une taxe de vente de 18c. le gallon.

**M. Crofton:** La vérité fait mal.